

Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires
Guinée

Bulletin d'information humanitaire Mai 2009

EVENEMENTS CLES:

- **L'enquête nutritionnelle nationale montre une détérioration de la situation dans le pays**
- **Préparation du Plan de Contingence national contre les catastrophes naturelles et humaines**

1- SITUATION HUMANITAIRE

1.1 Santé

Maladies à potentiel épidémique

Cholera : Au cours du mois de mai, 1 nouveau cas a été notifié à Guéckédou. Du début de l'année à nos jours, 13 cas sans cas de décès ont été enregistrés dans le pays.

Méningite : Aucun nouveau cas n'a été enregistré au cours du mois. Pour cette année, 107 cas de forme non contagieuse, dont 9 décès ont été enregistrés à ce jour.

Grippe A (H1N1) : Pas de cas suspecté ou confirmé sur le territoire guinéen de Grippe A H1N1. L'OMS et les autres agences des Nations Unies sont à pied d'œuvre pour mettre en œuvre les mesures de préparation, et la revue des plans de contingence UN et du pays est en cours. La surveillance est de rigueur dans les hôpitaux et aux points d'entrée du territoire national. Le Ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique a identifié dix sites sentinelles pour la prise en charge immédiate des cas suspects de grippe porcine. Le gouvernement a reçu de l'OMS 12.360 doses de Tamiflu et des masques de protection pour le personnel médical. L'OMS a pris des dispositions pour faciliter l'acheminement des éventuels prélèvements de cas suspects vers le laboratoire Pasteur de Dakar.

Poliomyélite : Campagne nationale de vaccination contre la poliomyélite (29 mai – 12 juin)

Organisée par le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique en collaboration avec l'OMS, l'Unicef et l'USAID, cette campagne se concentre sur une stratégie de porte à porte dans le souci de toucher tous les enfants concernés. L'objectif visé est de prévenir le retour de la poliomyélite en Guinée tout en supplémentant les enfants de 6 à 59 mois en vitamine A et en déparasitant les enfants de 12 à 59 mois. Un cas de polio avait été signalé au cours de ce mois de Mai à Beyla dans le sud est du pays. Il a été confirmé par le laboratoire Pasteur de Dakar.

VIH/SIDA

Le Secrétariat Exécutif du Comité National de Lutte contre le VIH/SIDA (CLNS) vient d'accorder une subvention de 300 millions de francs guinéens au ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique pour l'achat des médicaments antirétroviraux. Ceci fait suite à une annonce de pré-rupture de ces médicaments, faite par le ministère de la Santé et de l'Hygiène Publique à travers le Programme National de prise en charge et prévention des IST/VIH/Sida

Rupture d'approvisionnement en médicaments essentiels

Une rupture d'approvisionnement en médicaments essentiels affecte la Guinée. Les fonds nécessaires pour une commande de médicaments sont de 19 milliards de francs guinéens. Le gouvernement s'est engagé sur 11 milliards. Mais le problème n'est pas limité aux médicaments mais à tout le secteur de la santé qui souffre de désinvestissement, de manque de staff formé, d'infrastructures insuffisante ou dilapidée.

1.2 Nutrition

Les résultats de l'Enquête Nationale de Nutrition (2007-2008) ont été validés au cours de ce mois de Mai 2009 par le Gouvernement. En comparaison avec l'Enquête Démographique et de Santé (EDS 2005), cette enquête montre que la malnutrition chronique s'est accrue passant de 34,8% à 36,2%. Et que la malnutrition aigüe atteint 8,3% des enfants guinéens de moins de 5 ans dont 2,8% sont sous la forme sévère. Les poches de malnutrition aigüe se situent dans les Préfectures de la Région Administrative de Boké dont : Koundara (16,4%), Gaoual (près de 16%) et Fria (9,5%). Dans la Région Administrative de Kindia, ce sont Télémélé (15,3%) et Kindia (11%). Dans la Région de Mamou, il s'agit de Pita (10,4%) et Dalaba (9,2%); dans la Région de Labé c'est Mali (9 %) et dans la Région de Kankan les préfectures de Mandiana (près de 13%), Kérouané (10,2%) et Siguiri (10,2%). Au niveau de la Région Administrative de N'Zérékoré, la prévalence est plus accentuée dans la Préfecture de N'Zérékoré (12,4%) et dans celle de Yomou (10%). A Conakry où le niveau de la prévalence se chiffre à 7,3 %, la malnutrition aigüe est plus marquée dans la Commune de Ratoma (8,5%).

1.3 Coordination

Travail sur la vulnérabilité

Suite à la mission d'évaluation des Nations Unies et partenaires sur Boke, Gaoual et Koundara, et la réunion de restitution du 28 avril dans laquelle la problématique humanitaire dans ces préfectures était mise en perspective avec l'Atlas de la Pauvreté produit par la Direction Nationale des Statistiques, de nombreuses discussions ont eu lieu sur la vulnérabilité de certains segments de la population guinéenne face à des chocs répétés et des problèmes chroniques de manque d'infrastructure et de services sociaux de base.

A cet effet, les partenaires humanitaires se sont réunis le 12 mai à l'invitation d'OCHA afin d'identifier les zones les plus vulnérables en Guinée et mettre en œuvre des projets humanitaires de réponse dans ces zones où les indicateurs d'alerte sont dépassés et afin d'éviter le basculement d'une partie de la population dans une crise humanitaire aigüe. Les résultats de l'enquête nutritionnelle nationale et de l'enquête de vulnérabilité du PAM sur la sécurité alimentaire seront analysés afin d'identifier les zones géographiques d'intervention prioritaires. Les secteurs d'intervention prioritaires sont : nutrition et sécurité alimentaire, contrôle/prévention des épidémies (surtout choléra) et santé.

Un document de planification stratégique de type CAP sera développé par les acteurs et servira à fin de mobilisation de ressources auprès des donateurs.

Plan de contingence et gestion des catastrophes en Guinée

Depuis le mois d'avril, le PNUD et OCHA ont mis en place un Groupe de Travail sur le gestion des catastrophes pour réfléchir avec le gouvernement sur la meilleure architecture institutionnelle à proposer et à mettre en place en Guinée ainsi que pour la préparation d'un atelier sur les plans de contingence. Cet atelier, dont l'objectif est d'élaborer le plan de contingence national de la Guinée tout en renforçant la capacité des participants dans la gestion des catastrophes se tiendra à Conakry entre le 9 et le 11 juin 2009. Suite à cet atelier, des ateliers régionaux seront tenus dans les 4 régions naturelles regroupant les régions administratives.

Le Fonds de Consolidation de la Paix accessible en Guinée

Le Fonds de Consolidation de la Paix (en anglais Peace Building Funds – PBF) a, depuis sa création, évolué et adopte désormais une approche préventive permettant à la Guinée d'être éligible à ces fonds. Une somme de 9 millions de dollars a été allouée à la Guinée qui sera déboursée en deux phases à des projets ayant comme objectifs d'assurer un dialogue inclusif et durable, d'appuyer la promotion des Droits de l'Homme, l'éducation à la citoyenneté et le renforcement du secteur sécuritaire et de celui de la Justice et de renforcer la contribution et le rôle des Femmes et de la Jeunesse dans les actions de prévention des conflits et de consolidation de la paix.

Un comité de pilotage, composé de représentants des ministères en charge et ceux du Système des Nations Unies, procédera à la sélection des projets/programmes en accord avec le Bureau d'Appui à la Consolidation de la Paix (BACP). Les fonds seront transférés au PNUD qui assure la coordination du programme, puis seront alloués aux partenaires et agences d'exécution.

Niveau de financement du CAP Afrique de l'Ouest

Au mois de Mai 2009 le Consolidated Appeal Process (CAP) Afrique de l'Ouest dont fait partie la Guinée, était financé à hauteur de 22%. Toutefois, les projets marqués Guinée n'ont pas obtenu de financement à ce jour sauf pour les projets combinés 'Mano River' qui bénéficient, eux, de 3% de

financement, mais pour les 4 pays de la sous région. Ce niveau extrêmement bas des projets humanitaires en Guinée est préoccupant et des réponses adaptées sont en cours de discussion.

2- SITUATION SOCIOPOLITIQUE

En dépit de la volonté affichée du CNDD de faire de la protection des populations l'une de ses priorités, ces dernières demeurent toujours confrontées aux actes de brigandage, de délits divers, d'assassinats souvent perpétrés par des individus en tenue militaire et armés, ce, tant à Conakry qu'à l'intérieur du pays. Ces faits suscitent bien des interrogations sur le sens de la discipline qui prévaut au sein de l'armée et le niveau de coordination devant être de mise entre les différentes structures chargées de la sécurité des populations. Le mois de mai a été aussi marqué par la grogne des avocats et autres magistrats qui dénonçaient l'existence d'arrestations extrajudiciaires et de détention arbitraire. L'ONG Human Rights Watch a également écrit une lettre au Président Moussa Dadis Camara le 11 mai dans laquelle elle lui demande des actions concrètes contre les violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité.

Greve des transporteurs/ taximètres

Le président Moussa Dadis Camara a favorablement répondu mardi 26 mai aux revendications des taximètres, relatives à la baisse du prix de la taxe unique sur véhicule et à la limitation du nombre de passagers à bord d'un taxi à cinq personnes au lieu de six. Cette décision est intervenue à la suite de la grève que les chauffeurs de taxis ont organisée le même jour, paralysant le trafic routier à Conakry et à l'intérieur du pays.

Décès de Mr Bah Mamadou (79 ans), doyen des leaders d'opposition dans un hôpital parisien dans la nuit du 25 au 26 Mai 2009. L'opinion nationale salue en lui l'une des plus grandes figures du multipartisme en Guinée, et auquel le Président du CNDD avait décerné, 3 semaines avant sa mort, la Médaille de l'Ordre National du Mérite.

OCHA-Guinée

Pour plus d'informations sur la situation humanitaire ou contribuer à nos prochains bulletins, prière de vous adresser à :

Philippe Verstraeten, Chef de Bureau OCHA Guinée, tel + 224 63 35 62 21, Email verstraeten@un.org
Madeleine Maka Kaba, Chargée de Communication, tel +224 63 35 62 25, Email makam@un.org